

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative  
Bât. A  
19, rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 05/09/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SECHE ECO SERVICES**

Lieu-dit Les Hêtres  
53810 Changé

Références : 12-DECHETS-2024-44  
Code AIOT : 0003703020

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2024 dans l'établissement SECHE ECO SERVICES implanté Lieu-dit Montplaisir 12110 Viviez. L'inspection a été annoncée le 15/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée au titre du plan pluriannuel de contrôle de 2024.  
La précédente inspection a été réalisée en novembre 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SECHE ECO SERVICES
- Lieu-dit Montplaisir 12110 Viviez

- Code AIOT : 0003703020
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Séché EcoServices est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets dangereux (rubrique 2760-1) située au lieu-dit "Montplaisir" sur la commune de Viviez (12110).

L'établissement comprend les installations suivantes :

- une installation de stockage de déchets dangereux constituée de 6 casiers hydrauliquement indépendants représentant une capacité totale de 1 370 700 m<sup>3</sup> et 2 340 000 t;
- un bassin de stockage des eaux pluviales de 3 300 m<sup>3</sup>;
- un bassin de stockage des eaux souterraines de 990 m<sup>3</sup>;
- un bassin de stockage de lixiviats de 600 m<sup>3</sup>;
- une base vie comportant le laboratoire du site.

Les déchets pouvant être admis sur l'installation de stockage sont les déchets dangereux suivants:

- les déchets issus d'opération de dépollution;
- les sédiments pollués;
- les boues issues du traitement des eaux appelé «THR».

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.3.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Exploitation du stockage	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 9.1.5.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 8.6.6	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 2.1.7	Sans objet
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 1.5.4	Sans objet
2	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.3.2.5	Sans objet
4	Rejets dans une station de traitement	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.4.2.1	Sans objet
13	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.4.6	Sans objet
12	Gestion de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 9.1.5.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 8.6.3	Sans objet
9	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet
10	Gestion des déchets admis	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 5.1.8	Sans objet
11	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 2.1.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement l'inspection a permis de constater une bonne exploitation du site.

Trois constats de non-respect de prescriptions ont été relevés lors de cette visite d'inspection:

- le site doit être débroussaillé;
- la convention autorisant le traitement des lixiviats dans l'installation de traitement des eaux d'UMICORE BUILDING doit être communiquée à l'inspection;
- le plan de stockage des déchets doit être transmis.

### 2-4) Fiches de constats

N° 8 : Exploitation des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 2.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont appliquées, tenues à jours et portées à la connaissance du personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>- les modes opératoires ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les instructions de maintenance et de nettoyage ;</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté l'absence de consignes relatives aux modes opératoires.</p> <p>L'exploitant a transmis les différentes procédures décrivant les consignes relatives au stockage qui comprennent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une fiche accueil sur site (S5-FO-002-SES v04), à destination de l'ensemble des intervenants extérieurs susceptibles d'intervenir sur le site;</li> <li>• la procédure chargement et déchargement sur site (R5-PLTE-PR-006-SES-01), décrivant l'organisation de Séché Eco-Services pour encadrer l'accueil d'entreprises de transports sur ses sites d'exploitation;</li> <li>• un formulaire de sécurité de chargement déchargement SECHE (R5-PLTE-FO-002-SES-01), destiné aux entreprises de transports et à leurs chauffeurs et décrivant principalement les consignes de sécurité à respecter.</li> </ul> <p>Ces documents précisent que, lors d'une première visite, le prestataire ou le chauffeur concernés sont systématiquement accompagnés sur place par du personnel SES qui leur présente les installations, les risques et les consignes à suivre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 1 : Garanties financières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 1.5.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Renouvellement des garanties financières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3.</p> <p>Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'échéance de la garantie financière actuelle est le 31/12/2024.</p> <p>L'inspection rappelle que le document attestant le renouvellement des garanties financières doit être transmis au Préfet au plus tard le 30/09/2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Collecte des effluents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.3.2.5</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte et gestion des lixiviats
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les lixiviats sont traités sur l'installation de traitement des eaux dites « THR » située sur la commune de Viviez. Le raccordement à cette installation n'est possible que dans le cas où celle-ci est apte à traiter les lixiviats dans de bonnes conditions et sans nuire à la dévolution des boues. Une convention détermine les caractéristiques des effluents de l'établissement qui peuvent être admis sur cette installation. En cas d'impossibilité de traitement des lixiviats dans l'unité de traitement visé ci-dessus, l'exploitant met en place un système de traitement in-situ qui respecte les valeurs limites du point de rejet n° 2 définies à l'article 4.4.2.1.
<b>Constats :</b>  La convention transmise par l'exploitant n'est ni datée, ni signée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai de 15 jours, l'exploitant transmet la convention signée et datée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 2 : Collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.3.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte et gestion des lixiviats
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales tombant sur les casiers en cours d'exploitation (lixiviats) sont évacuées gravitairement depuis des chambres de visite vers un bassin d'une capacité minimale ou d'un volume permettant le stockage d'un mois de production maximale sans être inférieure à 600 m <sup>3</sup> . Cet ouvrage est réalisé avec un double membranage permettant de visualiser les fuites éventuelles. Un contrôle de l'étanchéité du bassin est effectué tous les cinq ans. [...]
<b>Constats :</b>  Le bassin de collecte des lixiviats a été réalisé avec deux membranes entre lesquelles est installé un détecteur de fuite.  En cas de détection, une alerte SMS est transmise au responsable de l'atelier du site.  Le contrôle de l'étanchéité du bassin n'a pas encore été réalisé depuis la mise en service de l'installation le 21/10/2019.  L'inspection rappelle à l'exploitant que l'échéance du contrôle est le 21/10/2024.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport du contrôle d'étanchéité du bassin avant l'échéance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Rejets dans une station de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.4.2.1		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission pour les rejets de lixiviats		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
L'exploitant est tenu de respecter, en entrée THR [...], les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.		
<u>Valeurs limites applicables à l'entrée du THR - point de contrôle n°1</u> Les valeurs en entrée THR s'appliquent sans préjudice de la convention établie entre l'exploitant et le gestionnaire de la station de traitement.		
Paramètres globaux	Code SANDRE	Valeurs limites de rejet
pH		$5,5 \leq \text{pH} \leq 8,5$
Matières en suspension (MES)	1305	$\leq 20 \text{ mg/l}$
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	$\leq 30 \text{ mg/l}$
Métaux totaux** dont :	-	$\leq 25 \text{ mg/l}$
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	$\leq 1 \text{ mg/l}$
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	$\leq 100 \text{ mg/l}$
Cadmium et ses composés (Cd)	1388	$\leq 2 \text{ mg/l}$
Arsenic (As)	1369	$\leq 1 \text{ mg/l}$
<b>Constats :</b>		
Aucun dépassement des valeurs limites d'émission n'est constaté sur les analyses des lixiviats,		

pour la période du 01/01/2024 au 31/07/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effets sur les eaux de surface
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une surveillance des eaux de surface est réalisée sur le Riou Mort en amont de la confluence avec le Riou Viou et du centre de stockage (RMO) et en aval du rejet des effluents provenant du stockage de Montplaisir et avant la confluence avec le Riou Viou (RM1). Les deux points de mesure RMO et RMI situés respectivement en amont et en aval du cours d'eau Riou Mort sont mentionnés sur le plan joint en annexe V. Les paramètres analysés, pH, conductivité, O<sub>2</sub> dissous, MES, Cd, Zn, Pb, As, Sb, Co, Cu, Ba, Mn, Cr et Ni sont réalisés mensuellement sur un échantillon moyen journalier asservi au temps. Des bryophytes ou toutes espèce ayant la capacité à capter des polluants métalliques présents dans les cours d'eau sont mis en place au niveau des points RMO0 et RM1 et les métaux lourds (As, Cd, Pb, Zn, Co, Cu, Mn, Ba, Ni, Cr) sont analysés trimestriellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection, l'exploitant n'avait pas été en mesure de fournir les résultats d'analyse des bryophytes.</p> <p>Ces résultats ont été transmis postérieurement. Ils concluent que "les résultats des prélèvements d'eau en amont et en aval des rejets des eaux pluviales ruisselant sur l'ISDD montrent qu'au deuxième trimestre 2023, l'ISDD de Montplaisir ne présente pas d'impact significatif sur le milieu récepteur, le Riou Mort."</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Exploitation du stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 9.1.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'exploitation du stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un plan et des coupes de l'installation de stockage qui sont envoyés annuellement à l'inspection des installations classées. Ils font apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les rampes d'accès ;</li> <li>- l'emplacement des casiers du stockage ;</li> <li>- les niveaux topographiques des terrains ;</li> <li>- le schéma de collecte des différentes eaux ;</li> <li>- les déchets entreposés casier par casier, couche par couche (provenance, nature, volume, tonnage) ;</li> <li>- les zones aménagées.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets entreposés casier par casier n'apparaissent pas sur les plans et coupes de l'installation</p>



de stockage. Les autres informations sont présentes sur les différents plans et coupes présentés le jour de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmet à l'inspection l'ensemble des plans et des coupes demandés dans le cadre de la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 12 : Gestion de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 9.1.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conduite du stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation du stockage s'effectue selon les règles suivantes :- minimiser les surfaces d'exploitation offertes à la pluie afin de diminuer l'infiltration au sein de la masse des déchets,- collecter les lixiviats dès le début de l'exploitation, les stocker et les traiter,- assurer une mise en place des déchets permettant une stabilité chimique et mécanique d'ensemble dès le début de l'exploitation,- disposer les déchets de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées et, en particulier, à éviter les glissements.</p> <p>La surface maximum en exploitation et donc non couverte est limitée à 7000m<sup>2</sup>. L'utilisation de la nappe souterraine au droit de l'unité de traitement et du stockage de déchets dangereux est interdite quel que soit son usage. Un plan de phasage et de drainage de l'exploitation sera fournie à l'inspection des installations classées avant la mise en exploitation du stockage et mis à jour annuellement. Toute modification des conditions d'entreposage doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées et des membres de la commission suivi de site. Les déchets sont stockés par groupes de compatibilité dans des casiers différenciés. Ces groupes de compatibilité sont constitués sous la responsabilité de l'exploitant de l'installation de stockage. La zone de stockage est découpée en six casiers hydrauliquement indépendants conformément au plan joint en annexe VIII au présent arrêté. Deux casiers au plus peuvent être exploités simultanément. Chaque casier a une superficie en fond de forme de l'ordre de : Casier   Cote NGF du fond de   Superficie en fond de forme (au dessus drainant) en M<sup>2</sup> (sur drainant hors digue) A 255 2531 B 255 3360 E 261,5 1 460 D 261,5 1035 E 262 1618 F 262 552 Total 10 582 Chaque casier est ceinturé par des digues intermédiaires assurant une stabilité géotechnique du casier. Ces digues réalisées en matériaux argileux reconstitués d'une perméabilité minimale de 10<sup>-7</sup> m/s ont une hauteur minimale de 2 m. Chaque casier est drainé indépendamment avec des pentes en fond permettant l'alimentation des drains périphériques. Ces drains fendus sont raccordés à des tuyaux pleins PEHD au passage des autres casiers et sont reliés gravitairement aux chambres de contrôle. En aucun cas l'évolution de ces digues ne doit se traduire par des tassements différentiels mettant en péril la couverture finale du site. Chaque casier est repéré en trois dimensions (coordonnées x, y, z) sur le plan d'exploitation du site afin de connaître exactement l'emplacement des déchets stockés. La couverture finale décrite à l'article 9.2.1 sera montée progressivement tous les 10 mètres de hauteur sur les parements du stockage,</p>

après remplissage complet de la tranche considérée. La cote maximale autorisée pour le dépôt de déchets dangereux est fixée à 315 m NGF soit un maximum de 54 m de déchets dangereux.

**Constats :**

Lors de la précédente inspection, il a été constaté que:

- les déchets n'avaient pas été couverts;
- le plan de phasage et le plan d'exploitation n'étaient pas à jours;
- la mise en place d'une digue frontale (constituée de déchets stockés au niveau du massif) sans justification de la stabilité de cette dernière;
- la couverture végétale du stockage n'était pas entretenue.

L'exploitant a procédé au recouvrement des déchets.

Les plans à jours ont été transmis.

Un rapport géotechnique concluant sur la stabilité de la digue frontale a été transmis.

Enfin, le débroussaillage de la couverture végétale avait été réalisé rapidement suite à la précédente inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Dispositions d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 8.6.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien des abords

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant effectue un débroussaillage régulier :

- des abords de son site sur une profondeur de 50 mètres ;
- des bordures des voies de circulation sur une largeur de 2 mètres.

**Constats :**

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que les abords du site ainsi que les bordures des voies n'ont pas été débroussaillés.

Les fossés de collecte des eaux pluviales sont encombrés d'une végétation.

L'exploitant confirme que le dernier débroussaillage du site est intervenu en novembre 2023 suite à la précédente inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai de deux mois l'exploitant fait procéder à l'entretien complet du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 7 : Dispositions d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 8.6.3

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification périodique et maintenance des équipements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un registre de suivi des vérifications périodiques.</p> <p>La dernière vérification des installations électriques date du 30/10/2023. Le rapport fait état de sept non-conformités pour lesquelles l'exploitant indique avoir mis en œuvre les actions correctives.</p> <p>La dernière vérification du matériel de sécurité et lutte contre l'incendie a été réalisée le 12/12/2023.</p> <p>Le rapport ne présente pas de non-conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bordereau de suivi des déchets – utilisation de Trackdéchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la dernière visite d'inspection, la comparaison entre les données du registre de suivi des déchets sortant tenu par l'exploitant en 2023 et les données de la plateforme Trackdéchets sur la même période mettait en évidence une différence de 3 543 tonnes de déchets traités dont les bordereaux n'avaient pas été finalisés.</p> <p>L'exploitant a finalisé les bordereaux et transmis un récapitulatif Trackdéchets à jour.</p> <p>Le même contrôle comparatif réalisé sur la période du 01/01/2024 au 19/08/2024 ne fait pas apparaître d'écart significatif.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 10 : Gestion des déchets admis**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 5.1.8
---

Thème(s) : Risques chroniques, Dossier déchets
--

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient, pour chaque déchet autorisé, un dossier où sont archivés :

- la fiche d'identification initiale ainsi que toutes les analyses et contrôles effectués avant la délivrance du certificat d'acceptation préalable,
- le résultat des contrôles visés à l'article 5.1.3,
- les observations faites sur les déchets et les incidents ou accidents auxquels ils pourraient avoir donné lieu.

**Constats :**

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que les délais entre le déchargement d'un déchet et le retour des résultats d'analyse sur celui-ci ne permettaient pas d'en vérifier rapidement l'acceptabilité pour un enfouissement sur le site.

L'exploitant a transmis un procédure de réception des terres modifiée (R5-PLTE-PR-002-SES 01). Cette procédure précise que :

- dans l'attente des résultats d'analyse, le BSD n'est pas signé et la prise en charge n'est pas validée;
- les lots en attente de résultats sont mis en attente et identifiés sur le site (panneau et/ou repérage sur plan);
- en cas d'analyses démontrant une non-conformité, le lot concerné peut être repris et rechargé pour être soit refusé et renvoyé au client soit orienté vers une filière adaptée.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 11 : Admission des déchets**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 2.1.5
---

Thème(s) : Risques chroniques, Pesée
--------------------------------------

**Prescription contrôlée :**

L'installation est équipée d'un instrument de pesage d'une portée maximale suffisante pour peser les véhicules apportant des déchets. Sa capacité doit être au minimum de 50 tonnes. Les voies d'accès à la zone à exploiter ou aux installations connexes imposent le passage des véhicules sur cet équipement, à l'exception des voies de secours.

Ce dispositif est d'un modèle approuvé pour les transactions commerciales.

Ces équipements permettent l'enregistrement des quantités des déchets entrant et font l'objet d'une vérification annuelle par un organisme agréé.

**Constats :**

L'exploitant ne dispose pas de son propre pont bascule. Il utilise celui de la société VM BUILDING SOLUTIONS (VMBSO).

Lors de la précédente inspection, l'exploitant n'avait pas été en mesure de fournir ni la convention signée avec VMBSO, ni la vérification annuelle de l'équipement.

La convention en date du 4/11/2023, ainsi que le certificat d'étalonnage du pont bascule de VMBSO, ont été transmis.

**Type de suites proposées :** Sans suite